

SÉRIE DE POLICY BRIEFS DU PROJET GROW AFRIQUE DE L'OUEST



Mesure de la classe moyenne : la nécessité d'aller au-delà de l'approche monétaire

RÉSUMÉ

Ce Policy Brief examine la mesure de la classe moyenne féminine dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Sénégal) en utilisant une approche multidimensionnelle, qui inclut non seulement les dépenses de consommation, mais aussi d'autres dimensions telles que l'accès à l'éducation, les conditions de logement, et les services essentiels. L'analyse montre que, lorsque ces dimensions sont prises en compte, la classe moyenne féminine est plus petite que ce que les mesures monétaires seules suggèrent. Les femmes classées comme appartenant à la classe moyenne sur une base monétaire sont souvent vulnérables dans d'autres dimensions critiques pour leur bien-être. Ce document propose des recommandations visant à améliorer l'accès aux services essentiels, à l'éducation, et à formaliser les secteurs où les femmes sont principalement employées pour renforcer cette classe moyenne.

POINTS SAILLANTS

- Au-delà des revenus, l'accès à des services essentiels comme l'éducation, le logement, la santé, et les infrastructures publiques permet de mieux comprendre les vulnérabilités de la classe moyenne féminine.
- Selon l'approche multidimensionnelle, la proportion de femmes dans la classe moyenne varie de 18% en Côte d'Ivoire à 30% au Sénégal, révélant des différences importantes d'accès aux services entre pays.
- L'amélioration de l'accès à l'éducation, aux infrastructures de base, et la formalisation des secteurs d'emploi peuvent aider à stabiliser et renforcer la classe moyenne féminine.
- Pour assurer une résilience accrue de cette classe sociale, il est essentiel d'étendre l'accès aux services de base, d'encourager l'éducation des femmes et de formaliser les secteurs où elles sont actives.

INTRODUCTION

La classe moyenne féminine est souvent mesurée en fonction des seuls revenus ou des dépenses de consommation. Cette approche monétaire, bien qu'importante, néglige d'autres facteurs essentiels au bien-être, tels que l'accès aux services de santé, à l'éducation, à des logements décents, et à d'autres infrastructures de base. Pour donner une image plus fidèle de la classe moyenne féminine, ce

brief adopte une approche multidimensionnelle en analysant des indicateurs sociaux et économiques variés dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Cette approche offre une perspective plus nuancée des conditions de vie des femmes de la classe moyenne et des obstacles auxquels elles font face.



MÉTHODOLOGIE

L'approche multidimensionnelle adoptée dans cette étude combine plusieurs indicateurs pour mesurer le statut socio-économique des femmes de la classe moyenne. En plus des dépenses de consommation, elle évalue l'accès à :

- L'éducation : Le niveau d'instruction atteint par les femmes et l'accès à l'éducation pour leurs enfants sont des indicateurs clés de leur inclusion économique. Un meilleur accès à l'éducation favorise une participation accrue aux secteurs formels et des opportunités économiques plus stables.
- Le logement : L'accès à un logement adéquat, avec des services tels que l'eau potable et l'électricité, est crucial pour la stabilité des femmes de la classe moyenne. Des conditions de logement précaires, en particulier en milieu rural, augmentent leur vulnérabilité économique.
- La santé : La couverture médicale et l'accès aux soins de santé sont des facteurs essentiels de la résilience économique. Un accès limité aux services de santé expose les femmes de la classe moyenne à des risques financiers accrus en cas de problème de santé.
- Les services publics : La disponibilité d'infrastructures telles que l'assainissement et les routes influence directement la qualité de vie des femmes. Des services publics insuffisants limitent les opportunités économiques et aggravent les inégalités, notamment dans les zones rurales.

Cette méthodologie repose sur les données de l'Enquête Harmonisée de Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) de 2018, en combinant des dimensions qui influencent directement la qualité de vie et la résilience économique des femmes. Cette approche s'inspire des théories économiques, notamment l'approche des capacités d'Amartya Sen, qui souligne l'importance des conditions sociales pour le bien-être.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

L'analyse multidimensionnelle de la classe moyenne féminine dans les quatre pays étudiés révèle des disparités importantes. En prenant en compte des facteurs tels que l'éducation, le logement, la santé, et les services publics, il apparaît que de nombreuses femmes classées comme appartenant à la classe moyenne sur une base monétaire demeurent vulnérables dans d'autres dimensions essentielles. Les résultats suivants illustrent la diversité des conditions de vie de cette population et soulignent les défis à relever pour renforcer la stabilité économique des femmes de la classe moyenne.

1. Poids de la classe moyenne féminine selon l'approche multidimensionnelle :

En adoptant cette approche plus complète, nous constatons que la taille de la classe moyenne féminine diminue par rapport aux estimations basées uniquement sur les revenus. Bien que certaines femmes aient des revenus conformes à la classe moyenne, elles manquent d'accès à des services essentiels qui garantiraient leur stabilité.

- Sénégal : Le Sénégal maintient une proportion de 30 % de femmes dans la classe moyenne, mais cette proportion diminue lorsqu'on prend en compte l'accès aux services et aux infrastructures.

- Bénin : Au Bénin, 25 % des femmes appartiennent à la classe moyenne selon cette approche, avec des manques importants en matière de logement et de services de base.

- Burkina Faso : Au Burkina, 20 % des femmes burkinabées sont classées dans la classe

- Burkina Faso : Seulement 35 % des femmes au Burkina Faso ont accès à l'eau potable et à l'électricité dans les zones rurales, limitant leur stabilité.

- Bénin et Côte d'Ivoire : Au Bénin et en Côte

moyenne multidimensionnelle, mais beaucoup restent vulnérables en raison de conditions de santé précaires et d'un accès limité à l'éducation.

- Côte d'Ivoire : En Côte d'Ivoire, seulement 18 % des femmes appartiennent à la classe moyenne multidimensionnelle, où les disparités entre les zones rurales et urbaines sont importantes.

2. Niveau d'instruction de la classe moyenne féminine :

L'accès à l'éducation reste une dimension essentielle pour améliorer la stabilité économique des femmes de la classe moyenne.

- Sénégal et Côte d'Ivoire : Environ 60 % des femmes de la classe moyenne dans les zones urbaines en Côte d'Ivoire et au Sénégal ont atteint le niveau secondaire. Toutefois, dans les zones rurales, cette proportion chute drastiquement, impactant la mobilité sociale des femmes.

- Burkina Faso : La majorité des femmes de la classe moyenne au Burkina Faso n'ont pas achevé l'école primaire, limitant leurs opportunités d'amélioration économique.

3. Conditions de logement et accès aux services :

Les conditions de logement et l'accès aux services publics sont des déterminants critiques de la qualité de vie des femmes de la classe moyenne.

d'Ivoire, les femmes en milieu rural manquent d'infrastructures de base, avec un taux d'accès à des logements décents plus bas que dans les zones urbaines.



RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Pour renforcer la classe moyenne féminine et s'assurer que les femmes bénéficient de conditions de vie décentes, il est nécessaire de développer des politiques inclusives prenant en compte toutes les dimensions du bien-être. Les recommandations suivantes sont conçues pour garantir que la classe moyenne féminine puisse non seulement se maintenir, mais aussi s'épanouir dans des environnements plus sûrs et plus stables.

1. Améliorer l'accès aux services de base :

Pour assurer une qualité de vie décente aux femmes de la classe moyenne, le développement d'infrastructures de base dans les zones rurales et périurbaines est indispensable. La mise en place de programmes pour améliorer les conditions de logement, en garantissant l'accès à l'eau potable, à l'électricité et à des infrastructures routières fiables, permettrait d'offrir un environnement plus sûr et plus stable aux femmes, réduisant ainsi leur vulnérabilité face aux crises économiques et sociales.

2. Renforcer l'accès à l'éducation et à la santé :

La promotion de l'éducation et l'amélioration de l'accès aux soins de santé pour les femmes et leurs familles sont des leviers essentiels pour renforcer leur stabilité économique. En étendant les programmes d'éducation aux jeunes filles et en facilitant l'accès à des services de santé abordables,

en particulier en milieu rural, il devient possible de briser le cycle de pauvreté. Les initiatives en matière de santé garantiraient aux femmes de pouvoir faire face aux risques sans compromettre leur bien-être économique.

3. Formalisation des secteurs d'emploi féminins :

Un grand nombre de femmes de la classe moyenne travaillent dans des secteurs informels tels que le commerce, l'agriculture, et les services personnels. La formalisation de ces secteurs, par des politiques de soutien et des incitations fiscales, leur permettrait de bénéficier de protections sociales et d'accéder à des opportunités de revenus plus stables. De plus, l'accès à des financements et à des formations professionnelles adaptées leur donnerait la possibilité d'améliorer leur autonomie financière et de s'intégrer pleinement dans l'économie formelle.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Banque Mondiale (2021). Pauvreté et inégalités en Afrique subsaharienne.
- OCDE (2020). Mesurer la classe moyenne dans les pays en développement.
- CRDI (2021). Économie inclusive et autonomisation des femmes en Afrique de l'Ouest.

IDENTITÉ DU PROJET

Nom du projet :

Classe moyenne féminine et demande de service de garde d'enfants en Afrique de l'Ouest : cas du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal

Coordonnateur :

Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), Canada

Consortium

– Université Amadou Mahtar MBOW (UAM), Sénégal
– Laboratoire de Recherche sur les Institutions et la Croissance (LINC), Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD), Sénégal

Plan de financement :

Le programme Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF/GrOW), accord de subvention avec le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) pour le projet no 109627 – 001

Durée : Mars 2021 – Août 2023 (30 mois)

Budget : 488 600 dollars canadiens (CAD)

Pour plus d'informations

Dr Flaubert Mbiekop, Spécialiste de Programme Principal
Immeuble 2K Plaza, Route des Almadies, Dakar, Sénégal
P.O. Box 25121 CP10700 Dakar, Fann, Sénégal
Courriel : fmbiekop@crdi.ca

Série de Recherches GrOW Afrique de L'ouest

La Série de Recherches GrOW Afrique de L'ouest regroupe des recherches sur l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Ouest. Elle fournit une base conceptuelle et empirique pour l'élaboration de politiques. Cette série est coordonnée par le Consortium pour la Recherche Économique et Sociale (CRES) et publiée par le Forum pour l'Autonomisation Économique des Femmes en Afrique de l'Ouest (**FAUEFAO** – www.fauefao.org).

Consortium pour la Recherche Économique et Sociale (CRES) Cité Iba Ndiaye Diadj, n° 1 & 2, Pyrotechnie, près du collège Sacré coeur, Rue 10 prolongée – Dakar
Phone: (221) 33 864 77 57
E-mail: contact@cres-sn.org

www.cres-sn.org

Auteurs :

Yaya KY
François Joseph CABRAL
Jean Rodrigue MALOU
Viviane Laure MAMNO WAFO
Babacar NDIAYE

PARTENAIRES



FAUEFAO



IDRC · CRDI

Canada